



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.132/4
du 20 février 2014

sur

un avant-projet d'ordonnance
'portant assentiment à l'Accord
sur le transport routier entre le
Gouvernement du Royaume de
Belgique et le Gouvernement
de la Fédération de Russie,
signé à Moscou le
2 mars 2007'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.132/4
van 20 februari 2014

over

een voorontwerp van
ordonnantie 'houdende
instemming met het Akkoord
tussen de Regering van het
Koninkrijk België en de
Regering van de Russische
Federatie over het wegvervoer,
ondertekend te Moskou op
2 maart 2007'

Le 23 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie, signé à Moscou le 2 mars 2007'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 20 février 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 février 2014.

*

Op 23 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Russische Federatie over het wegvervoer, ondertekend te Moskou op 2 maart 2007'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 20 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 februari 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique¹ de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU TRAITÉ

Dans son avis 54.627/VR, donné en chambres réunies le 14 janvier 2014 sur un avant-projet de décret de la Région flamande portant assentiment au même traité², la section de législation a formulé les observations suivantes qui s'appliquent *mutatis mutandis* à l'avant-projet d'ordonnance³ :

« PORTÉE DE L'AVANT-PROJET DE DÉCRET

2. L'avant-projet de décret soumis pour avis a pour objet de donner assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur les transports routiers internationaux, signé à Moscou le 2 mars 2007 (ci-après : 'l'Accord').

3. Le délégué a été invité à préciser si la Belgique est encore bien compétente pour ratifier les accords bilatéraux concernés (dans la version actuellement à l'examen). En effet, les règlements (CE) n^{os} 1072/2009⁴ et 1073/2009⁵ s'appliquent entre-temps et il faut tenir compte du fait que, d'une part, le champ d'application des accords est plus large (et englobe par exemple le transit) que la marge laissée à la conclusion d'accords bilatéraux par les États membres, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 3, du règlement (CE) n^o 1073/2009 et à l'article 1^{er}, paragraphe 3, du règlement (CE) n^o 1072/2009 et que, d'autre part, le champ d'application de ces régimes d'exemption prévus par les dispositions réglementaires précitées paraît être limité à des accords bilatéraux conclus

¹ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

² *Doc. parl.*, Parl. fl., 2013-2014, n^o 2453/1.

³ À cet égard, la section de législation a considéré que les réponses fournies par le délégué du gouvernement flamand en réponse aux questions qui lui ont été posées par l'auditeur rapporteur, dans le cadre de l'avis 54.627/VR précité, conservent leur pertinence pour l'examen de l'avant-projet d'ordonnance examiné.

⁴ *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : Il s'agit du règlement (CE) n^o 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 'établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route'. Son article 19, premier et deuxième alinéas, dispose ce qui suit :

« Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Il est applicable à partir du 4 décembre 2011, à l'exception des articles 8 et 9, qui sont applicables à partir du 14 mai 2010 ».

⁵ *Note de bas de page 3 de l'avis cité* : Il s'agit du règlement (CE) n^o 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 'établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n^o 561/2006'. Son article 31, premier et deuxième alinéas, dispose ce qui suit :

« Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Il est applicable à partir du 4 décembre 2011, à l'exception de l'article 29, qui est applicable à partir du 4 juin 2010 ».

avant la date d'entrée en vigueur de ces règlements. Le délégué a donné la réponse suivante :

‘Comme l’indique l’exposé des motifs, l’autorité fédérale a signé ces traités en méconnaissance des procédures prévues dans l’accord de coopération du 8 mars 1994 entre l’État fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, et donc sans la participation du Gouvernement flamand aux négociations. Conformément à l’article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ces traités sont actuellement encore soumis au Parlement flamand, de sorte que, dans certains cas, ils doivent sortir leur plein et entier effet longtemps après la signature. Dès lors, seule l’autorité fédérale peut être tenue responsable de l’opportunité et de la légalité de la signature initiale.

Néanmoins, l’autorité flamande estime que ces accords sont conformes au droit européen : une interprétation conforme au droit européen est à notre sens possible. En ce qui concerne la problématique comparable de la conclusion d’accords bilatéraux d’investissement par des États membres individuels, l’Union européenne estime que ce n’est pas la ratification, mais la signature à la date où l’Union européenne était compétente pour conclure l’accord en question qui est déterminante (voir l’article 2 du règlement n° 1219/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 établissant des dispositions transitoires pour les accords bilatéraux d’investissement conclus entre des États membres et des pays tiers). Les règlements n°s 1072/2009 et 1073/2009 s’appliquent depuis le 4 décembre 2011 (article 19 du règlement n° 1072/2009 et article 31 du règlement n° 1073/2009), de sorte qu’ils pourraient également être interprétés en ce sens que les États membres pouvaient encore conclure des accords jusqu’à cette date.

Il faut ajouter que le règlement n° 1072/2009 établissant des règles communes pour l’accès au marché du transport international de marchandises par route relève de la compétence de l’autorité fédérale.

En ce qui concerne le règlement n° 1073/2009, l’article 1^{er}, paragraphe 3, reproduit en grande partie le texte de l’article 1^{er}, paragraphe 3, du règlement n° 684/92.

L’article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement n° 1073/2009 énonce en effet que le règlement s’applique au trajet sur le territoire de tout État membre traversé en transit dans le cas d’un transport au départ d’un État membre et à destination d’un pays tiers et *vice versa*. Cette règle ne s’appliquait pas sur la base de l’article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement n° 684/92’.

Il est cependant douteux que le régime transitoire prévu aux articles 2 et 3 du règlement (UE) n° 1219/2012⁶ puisse être transposé purement et simplement, par analogie, à la situation présentement examinée, et ce, compte tenu du fait que, d’une part,

⁶ *Note de bas de page 4 de l’avis cité* : Il s’agit du règlement (UE) n° 1219/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 ‘établissant des dispositions transitoires pour les accords bilatéraux d’investissement conclus entre des États membres et des pays tiers’. L’article 2 de ce règlement énonce ce qui suit : « Le 8 février 2013 au plus tard ou dans un délai de trente jours à compter de la date de leur adhésion à l’Union, les États membres notifient à la Commission tous les accords bilatéraux d’investissement avec des pays tiers qui ont été signés avant le 1^{er} décembre 2009 ou avant la date de leur adhésion, la date la plus tardive étant retenue, et qu’ils souhaitent maintenir en vigueur ou faire entrer en vigueur en vertu du présent chapitre. La notification comprend une copie de ces accords bilatéraux d’investissement. Les États membres notifient également à la Commission toute modification ultérieure relative au statut desdits accords ». Son article 3 dispose : « Sans préjudice des autres obligations incombant aux États membres en vertu du droit de l’Union, les accords bilatéraux d’investissement notifiés en vertu de l’article 2 du présent règlement peuvent être maintenus ou entrer en vigueur conformément au traité sur le fonctionnement de l’Union européenne et au présent règlement, jusqu’à l’entrée en vigueur d’un accord bilatéral d’investissement entre l’Union et ce même pays tiers ».

les exceptions à la compétence de l'Union européenne doivent être interprétées de manière restrictive et, d'autre part, qu'un certain temps déjà s'est écoulé depuis la signature de l'Accord⁷. Compte tenu de l'obligation de coopération loyale⁸, telle qu'elle résulte de l'article 4, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne, le demandeur d'avis devra en tout cas prendre contact avec les services de la Commission européenne en vue d'examiner conjointement si la procédure d'approbation de l'Accord, actuellement en cours, peut encore se concrétiser, et si oui dans quelles conditions.

4. Conformément à l'article 15, paragraphe 1, de l'Accord, une Commission mixte est créée qui, conformément à la même disposition de l'Accord, règlera tous les problèmes pouvant surgir au sujet de son interprétation et de son application.

5. À cet égard, il convient de rappeler qu'il est également nécessaire de prévoir, en ce qui concerne la Belgique, les procédures requises en vue d'organiser la prise de position et la représentation de la Belgique au sein de la Commission mixte précitée, dans le respect des règles belges internes répartitrices de compétences. L'accord-cadre du 30 juin 1994 'de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions portant sur la représentation du Royaume de Belgique auprès des organisations internationales poursuivant des activités relevant de compétences mixtes' ne s'applique pas à la représentation, à la prise de position et au vote de la Belgique en Commission mixte. Les autorités concernées devront dès lors prévoir à ce sujet un régime spécifique⁹.

6. Aux termes de son intitulé, le traité international auquel il est envisagé de porter assentiment est un 'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur les transports routiers internationaux'.

Quoiqu'il faille reproduire littéralement l'intitulé du traité international dans l'intitulé et à l'article 2 du projet, l'occasion est de nouveau mise à profit pour souligner que si ce sont les Gouvernements compétents qui concluent les traités, ils le font toutefois au nom des personnes morales dont ils constituent le pouvoir exécutif ou pour lesquelles ils interviennent. En l'occurrence, les parties contractantes sont, dès lors, le Royaume de Belgique et la Fédération de Russie.

7. Compte tenu du fait que la procédure en matière de négociation et de signature n'a pas été correctement suivie, la Belgique devrait déclarer, lors de la notification écrite à l'autre partie au traité que les procédures légales internes nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord ont été remplies, que cette notification, tout comme la signature, a lieu au nom du Royaume de Belgique, mais tant pour l'autorité fédérale que pour la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale¹⁰ ».

⁷ Note de bas de page 5 de l'avis cité : La question se pose de savoir si la Belgique n'aurait pas plutôt dû recourir, par analogie avec l'article 351, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées, comme l'ouverture de négociations en vue d'amender les accords, ou, si nécessaire, la cessation de la procédure d'approbation interne (voir, par exemple, C.J.U.E., 19 novembre 2009, C-118/07, *Commission c. Finlande* ; C.J.U.E., 3 mars 2009, C-249/06, *Commission c. Suède* ; K. LENAERTS et E. DE SMIJTER, « The European Union as an Actor under International Law », *Y.E.L.* 1999-2000, (95), pp. 114-115). [...].

⁸ Note de bas de page 6 de l'avis cité : K. LENAERTS et P. VAN NUFFEL, *European Union Law*, Londres, Sweet & Maxwell, 2011, pp. 1045-1046.

⁹ Note de bas de page 7 de l'avis cité : Aussi longtemps qu'un accord de coopération ne prévoit pas de base juridique suffisante à cet effet, la représentation et la prise de position au nom de la Belgique au sein de la Commission mixte doivent faire l'objet d'une concertation entre les gouvernements concernés, conformément à l'article 92bis, § 4bis, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

¹⁰ Note de bas de page 8 de l'avis cité : Par analogie avec le texte standard de la déclaration lors de la signature de conventions mixtes : « Par la signature de la présente convention au nom du Royaume de Belgique se sont engagées

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

Dans l'intitulé et à l'article 2, il convient, dans la version française, de reproduire l'intitulé exact de l'Accord. Dans la version néerlandaise de l'intitulé et de l'article 2, il convient également d'ajouter le mot « internationale » entre les mots « het » et « wegvervoer ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,¹ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VERDRAG

In advies 54.627/VR, op 14 januari 2014 in verenigde kamers gegeven over een voorontwerp van decreet van het Vlaamse Gewest houdende instemming met hetzelfde verdrag,² heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerkingen geformuleerd die *mutatis mutandis* ook op het voorontwerp van ordonnantie toepasselijk zijn:³

“STREKKING VAN HET VOORONTWERP VAN DECREET

2. Het om advies voorgelegde voorontwerp van decreet strekt tot het verlenen van instemming met het akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Russische Federatie over het internationaal wegvervoer, ondertekend te Moskou op 2 maart 2007 (hierna: ‘Akkoord’).

3. De gemachtigde werd om nadere toelichting gevraagd of België nog wel bevoegd is om de betrokken bilaterale akkoorden (in de thans voorliggende versie) te ratificeren. Immers, inmiddels zijn de verordeningen (EG) nr. 1072/2009⁴ en nr. 1073/2009⁵ van toepassing en dient er rekening te worden gehouden met het gegeven dat, enerzijds, het toepassingsgebied van de akkoorden ruimer is (en bijvoorbeeld doorvoer omvat) dan de ruimte die gelaten wordt voor het sluiten van bilaterale overeenkomsten door de lidstaten

¹ Daar het een voorontwerp van ordonnantie betreft, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² *Parl.St.* VI.Parl. 2013-14, nr. 2453/1.

³ In dat verband heeft de afdeling Wetgeving geoordeeld dat de antwoorden die de gemachtigde van de Vlaamse Regering heeft verstrekt op de vragen van de auditeur-verslaggever in het kader van het voornoemde advies 54.627/VR, ook relevant zijn voor het onderzoek van het voorliggende voorontwerp van ordonnantie.

⁴ *Voetnoot 2 van het geciteerde advies*: Het betreft verordening (EG) nr. 1072/2009 van 21 oktober 2009 van het Europees Parlement en de Raad ‘tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg’. Artikel 19, eerste en tweede alinea, ervan bepaalt wat volgt:

“Deze verordening treedt in werking op de twintigste dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Unie.

Zij is van toepassing met ingang van 4 december 2011, uitgezonderd de artikelen 8 en 9, die van toepassing zijn met ingang van 14 mei 2010.”

⁵ *Voetnoot 3 van het geciteerde advies*: Het betreft verordening (EG) nr. 1073/2009 van 21 oktober 2009 van het Europees Parlement en de Raad ‘tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006’. Artikel 31, eerste en tweede alinea, ervan bepaalt wat volgt:

“Deze verordening treedt in werking op de twintigste dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Unie.

Zij is van toepassing met ingang van 4 december 2011, met uitzondering van artikel 29, dat van toepassing is met ingang van 4 juni 2010.”

overeenkomstig artikel 1, lid 3, van verordening (EG) nr. 1073/2009 en artikel 1, lid 3, van verordening (EG) nr. 1072/2009 en dat, anderzijds, het toepassingsgebied van deze uitzonderingsregelingen waarin laatstvermelde verordeningsbepalingen voorzien, beperkt lijken te zijn tot bilaterale akkoorden gesloten vóór de datum van inwerkingtreding van die verordeningen. Het antwoord van de gemachtigde luidde als volgt:

‘Zoals aangegeven in de memorie van toelichting, heeft de federale overheid deze verdragen ondertekend met miskenning van de procedures voorzien in het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen, en dus zonder betrokkenheid van de Vlaamse Regering bij de onderhandelingen. Deze verdragen worden nu, overeenkomstig artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, alsnog aan het Vlaams Parlement voorgelegd zodat zij, in een aantal gevallen geruime tijd na de ondertekening, volkomen gevolg moeten hebben. De opportuniteit en legaliteit van de oorspronkelijke ondertekening kan dus uitsluitend aan de federale overheid worden toegeschreven.

Toch is de Vlaamse overheid van mening dat deze akkoorden conform het Europees recht zijn: er is o.i. een interpretatie mogelijk die conform is met het Europese recht. Voor de vergelijkbare problematiek van het sluiten van bilaterale investeringsakkoorden door individuele lidstaten acht de Europese Unie niet de bekrachtiging maar de ondertekening op de datum dat de Europese Unie bevoegd werd om het akkoord in kwestie te sluiten als doorslaggevend (zie art. 2 Verord. 1219/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2012 tot vaststelling van overgangsregelingen voor bilaterale investeringsbeschermingsovereenkomsten tussen lidstaten en derde landen). Verordeningen 1072/2009 en 1073/2009 zijn van toepassing sinds 4 december 2011 (art. 19 Verord. 1072/2009 en art. 31 Verord. 1073/2009), zodat zij ook in die zin zouden kunnen worden geïnterpreteerd dat de lidstaten tot dat ogenblik nog akkoorden konden sluiten.

Daaraan moet worden toegevoegd dat Verordening 1072/2009 tot vaststelling van de gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor het internationaal goederenvervoer over de weg tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort.

Wat Verordening 1073/2009 betreft, is in artikel 1, derde lid de tekst van artikel 1, derde lid van Verordening nr. 684/92 grotendeels hernomen.

Artikel 1, tweede lid van Verordening 1073/2009 stelt inderdaad dat de Verordening van toepassing is op het traject over het grondgebied van iedere lidstaat van doorvoer in geval van vervoer vanuit een lidstaat naar een derde land en omgekeerd. Deze regel gold niet op basis van artikel 1, tweede lid van Verordening nr. 684/92.’

Het is echter twijfelachtig of de overgangsregeling voorzien in de artikelen 2 en 3 van verordening (EU) nr. 1219/2012⁶ zonder meer naar analogie kan worden

⁶ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Het betreft verordening (EU) nr. 1219/2012 van 12 december 2012 van het Europees Parlement en de Raad ‘tot vaststelling van overgangsregelingen voor bilaterale investeringsbeschermingsovereenkomsten tussen lidstaten en derde landen’. Artikel 2 van deze verordening bepaalt wat volgt: “Uiterlijk op 8 februari 2013 of binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van deze verordening of de datum van toetreding tot de Unie, stellen de lidstaten de Commissie in kennis van alle bilaterale investeringsbeschermingsovereenkomsten met derde landen die zij vóór 1 december 2009 of vóór de datum van toetreding, indien dit later is, hebben ondertekend en die zij krachtens dit hoofdstuk van kracht wensen te laten blijven of in werking wensen te laten treden. De kennisgeving gaat vergezeld van een kopie van die bilaterale investeringsbeschermingsovereenkomsten. De lidstaten stellen de Commissie eveneens in kennis van alle toekomstige wijzigingen in de status van die overeenkomsten.” Artikel 3 ervan bepaalt: “Zonder afbreuk te doen aan andere verplichtingen van de lidstaten uit hoofde van het Unierecht, mogen bilaterale investeringsbeschermingsovereenkomsten die ingevolge artikel 2 van deze verordening zijn aangemeld,

getransponeerd op de thans voorliggende situatie, ermee rekening houdende dat, enerzijds, de uitzonderingen op de bevoegdheid van de Europese Unie restrictief dienen te worden geïnterpreteerd en, anderzijds, reeds geruime tijd is verstreken sedert de ondertekening van het Akkoord.⁷ Rekening houdende met de verplichting tot loyale samenwerking,⁸ zoals die volgt uit artikel 4, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, zal de adviesaanvrager in elk geval contact dienen op te nemen met de instellingen van de Europese Unie om samen te onderzoeken of, en zo ja onder welke voorwaarden, de thans voorliggende goedkeuringsprocedure van het Akkoord nog doorgang kan vinden.

4. Overeenkomstig artikel 15, lid 1, van het Akkoord wordt een Gemengde Commissie opgericht, die overeenkomstig diezelfde bepaling van het Akkoord, alle vraagstukken met betrekking tot de interpretatie en de toepassing van het Akkoord zal regelen.

5. In dat verband dient eraan te worden herinnerd dat het noodzakelijk is om binnen België ook in de nodige procedures te voorzien om de Belgische standpuntbepaling en vertegenwoordiging in de voornoemde Gemengde Commissie te organiseren met respect voor de Belgische bevoegdheidsverdelende regels. Het kaderakkoord van 30 juni 1994 'tot samenwerking tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten over de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België bij de Internationale Organisaties waarvan de werkzaamheden betrekking hebben op gemengde bevoegdheden' vindt geen toepassing op de vertegenwoordiging, de standpuntbepaling en het stemgedrag van België binnen de Gemengde Commissie. De betrokken overheden zullen derhalve op dit vlak in een specifieke regeling moeten voorzien.⁹

6. Het internationale verdrag waarmee beoogd wordt instemming te betuigen, is luidens het opschrift ervan een 'Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Russische Federatie over het internationale wegvervoer'.

Hoewel het een verplichting is het opschrift van het internationale verdrag letterlijk over te nemen in het opschrift en in artikel 2 van het ontwerp, wordt de gelegenheid opnieuw te baat genomen om te onderstrepen dat verdragen weliswaar gesloten worden door de bevoegde regeringen, maar dat deze dit doen namens de rechtspersonen waarvan ze de uitvoerende macht vormen of waarvoor ze optreden. In het onderhavige geval zijn de verdragsluitende partijen derhalve het Koninkrijk België en de Russische Federatie.

overeenkomstig het VWEU en deze verordening van kracht blijven of in werking treden totdat een bilaterale investeringsbeschermingsovereenkomst tussen de Unie en hetzelfde derde land in werking treedt."

⁷ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: De vraag rijst of België niet veeleer, naar analogie van artikel 351, tweede lid, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), alle passende middelen had moeten gebruiken om de vastgestelde onverenigbaarheid op te heffen, zoals door het aanknopen van onderhandelingen om de akkoorden te amenderen, of, zo nodig, door de interne goedkeuringsprocedure stop te zetten (zie bv. HvJ 19 november 2009, C-118/07, *Commissie t. Finland*; HvJ 3 maart 2009, C-249/06, *Commissie t. Zweden*; K. LENAERTS en E. DE SMIJTER, "The European Union as an Actor under International Law", *Y.E.L.* 1999-2000, (95), 114-115).

[...]

⁸ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: K. LENAERTS en P. VAN NUFFEL, *European Union Law*, Londen, Sweet & Maxwell, 2011, 1045-1046.

⁹ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Zolang ervoor niet in een voldoende juridische basis bij samenwerkingsakkoord is voorzien, dienen de vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België in de Gemengde Commissie overeenkomstig het bepaalde in artikel 92bis, § 4bis, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' het voorwerp uit te maken van een overleg tussen de betrokken regeringen.

7. Rekening houdende met het gegeven dat de onderhandelings- en ondertekeningsprocedure niet correct is gevolgd, zou België bij de schriftelijke mededeling aan de andere verdragspartij dat de interne wettelijke procedures noodzakelijk voor de inwerkingtreding van het Akkoord werden vervuld, dienen te verklaren dat deze mededeling, net als de ondertekening, gebeurt namens het Koninkrijk België, maar zowel voor de Belgische federale overheid, als voor het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van België.¹⁰”

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

In de Franse versie van het opschrift en van artikel 2 moet het juiste opschrift worden overgenomen. In de Nederlandse versie van het opschrift en van artikel 2 moet tevens het woord “internationale” worden ingevoegd tussen de woorden “het” en “wegvervoer”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹⁰ Voetnoot 8 van het geciteerde advies: Door analogie met de standaardtekst voor verklaring bij ondertekening van gemengde verdragen: “Door de ondertekening van dit verdrag in naam van het Koninkrijk België verbinden zich op internationaal vlak zowel de Belgische federale overheid als het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap van België” (Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid 17 juni 1994).